



30 juin 2017

M. le Premier Ministre Nguyễn Xuân Phúc  
Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam  
Ba Dinh District  
Hanoi  
Vietnam

**Re: Lettre Ouverte : Appel au Gouvernement du Vietnam pour la libération immédiate et inconditionnelle de Thích Quảng Độ, Nguyễn Văn Đài et Đỗ Thị Hồng**

Monsieur le Premier Ministre,

Alors que vous vous préparez à vous joindre aux dirigeants du monde lors du Sommet du G20 à Hambourg, nous, soussignés les personnalités et organisations de la société civile, vous écrivons pour exprimer notre profonde préoccupation concernant le maintien et détention et les mauvais traitements contre les prisonniers de conscience au Vietnam. Nous nous attacherons aux cas de trois célèbres défenseurs des droits de l'Homme issus de trois différentes communautés religieuses : Le Très Vénérable Thích Quảng Độ, M. Nguyễn Văn Đài and Mme Đỗ Thị Hồng sont arbitrairement détenus, sans respect des procédures légales qu'impose le droit international. Nous considérons qu'ils ont été privés de leur liberté pour le seul motif d'avoir exercé pacifiquement leurs droits humains et, par conséquent, demandons leur libération immédiate et inconditionnelle, ainsi que la libération de tous les prisonniers de conscience détenus au Vietnam.

**Thích Quảng Độ**, bonze bouddhiste de 89 ans et chef de l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV, Église indépendante), est le plus ancien défenseur des droits de l'Homme détenu au Vietnam, privé de sa liberté sous diverses formes depuis plus de 30 ans. Il est actuellement assigné à résidence sans charge. Il est confiné dans sa chambre et est sujet à des restrictions extrêmes dans le Monastère Zen Thanh Minh à Ho Chi Minh Ville. Il ne dispose pas des clés de la grille de fer qui bloque l'escalier menant à sa chambre à l'étage, ses communications sont étroitement contrôlées et il est sous la surveillance constante de la police. Il n'est même pas autorisé à prêcher dans le Monastère. Thích Quảng Độ n'en continue pas moins à parler haut et fort pour les droits de l'Homme, en particulier la liberté religieuse, mais toutes ces longues années d'isolement et de manque de soin ont gravement affecté sa santé.

Au mois de mai 2017, Thích Quảng Độ a exprimé son souhait d'aller à la Pagode Long Quang de l'EBUV, à Hué, où il pourrait vivre au milieu de ses fidèles et recevoir les soins et traitements dont il a grand besoin. Le 14 mai 2017, il a demandé au Secrétaire général de l'EBUV Lê Công Cầu de l'y accompagner. Cependant, la police, qui avait intercepté l'appel, a aussitôt placé Lê Công Cầu en résidence surveillée. Les policiers ont dit à Cầu que Thích Quảng Độ n'était « pas le bienvenu » à Hué, et lui ont interdit de prêter d'une quelconque manière assistance au chef de l'EBUV. Lê Công Cầu a fait une grève de la faim pour protester contre cet abus arbitraire de la police. Nous vous pressons donc de vous assurer que Thích Quảng Độ soit autorisé à aller à Hué et à y résider sans aucune ingérence des autorités.

La police a arrêté l'avocat des droits de l'Homme **Nguyễn Văn Đài** (49 ans) à Hanoi, le 16 décembre 2015, pour « propagande contre la République Socialiste du Vietnam ». Depuis lors, il est détenu *incommunicado* et n'a pas accès aux avocats de son choix. Son engagement en faveur des droits de l'Homme a commencé en 2000 lorsqu'il a pris la défense d'une Chrétienne détenue pour s'être opposée à la tentative des autorités d'interrompre son office religieux. L'avocat Đài a offert ses services *pro bono* aux communautés religieuses, à ses confrères défenseurs des droits de l'Homme, aux groupements politiques et aux syndicats indépendants jusqu'à ce que la police ne vienne l'arrêter en 2007. La même année, les autorités l'ont condamné à quatre ans de prison. Après sa libération, en 2011, il a été placé en résidence surveillée jusqu'en mars 2015. En dépit de ces restrictions, il a continué à se faire l'avocat des droits de l'Homme. Le 5 avril 2017, l'Association Allemande des Juges (Deutscher Richterbund) lui a décerné le Prix des Droits de l'Homme 2017. L'épouse de Đài a été interceptée par les autorités à l'aéroport et empêchée de se rendre en Allemagne pour recevoir le prix en son nom. Les autorités devraient abandonner toutes les charges retenues contre Nguyễn Văn Đài et le libérer immédiatement.

Mme **Đỗ Thị Hồng**, âgée de 60 ans, est une des dignitaires de la secte bouddhique Ân Đàn Đại Đạo, fondée en 1969 dans ce qui était le Sud-Vietnam et mise hors-la-loi après la prise du pouvoir par les forces communistes en 1975. La police a arrêté Mme Hồng en 2012 pour « complot visant à renverser le gouvernement » et elle a été, par conséquent, condamnée à 13 ans d'emprisonnement suivis de 5 ans d'assignation à résidence. Sa santé s'est dégradée en prison. Lors du procès à huis-clos en 2013, le fondateur la secte, Phan Văn Thu, avait écopé de la détention perpétuelle et les 21 autres dirigeants avaient été condamnés à un total de 299 années de prison et 105 années d'assignation à résidence. Les autorités avaient fourni comme preuves « incriminantes » des extraits d'un sermon du fondateur où il faisait référence aux droits de l'Homme, à la protection de l'environnement et au droit international. Le gouvernement avait également confisqué le parc de tourisme écologique de 48 hectares, avec les temples et autres bâtiments que la communauté y avait construits. Le gouvernement vietnamien doit immédiatement et inconditionnellement libérer Đỗ Thị Hồng et les autres membres emprisonnés de la secte Ân Đàn Đại Đạo, restituer les biens confisqués et cesser tout harcèlement du groupe.

Les préoccupations concernant ces trois défenseurs des droits de l'Homme ont été soulevées de manière répétée par les organisations internationales, les gouvernements et autres parties prenantes. Le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al Hussein a soulevé le cas de Nguyễn Văn Đài dans une [déclaration](#) sur la répression des défenseurs des droits de l'Homme en 2016. En outre, [73 parlementaires venant de 14 pays](#) ont appelé à sa libération. Le Président de l'ASEAN Parliamentarians for Human Rights (APHR) Charles Santiago, membre du Parlement malaisien, qui est signataire de la présente, a dit que le maintien en détention de Nguyễn Văn Đài et de son assistante Lê Thu Hà « entache le bilan du Vietnam sur les droits de l'Homme et sa crédibilité internationale ».

Quatre-vingt dix personnalités internationales, dont des lauréats du Prix Nobel, des dignitaires religieux et des parlementaires, ont appelé à la libération de Thích Quảng Độ dans une [lettre jointe](#) en date du 12 novembre 2015. Plus récemment, l'Union européenne (UE) a demandé la libération de Thích Quảng Độ and Nguyễn Văn Đài lors du [6<sup>e</sup> Dialogue UE-Vietnam sur les droits de l'Homme](#), en décembre 2016, soulignant qu'il faut que « *toutes les personnes détenues pour avoir exercé pacifiquement leur liberté d'expression soient remises en liberté* ».

En outre, nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que ces personnes ont été privées de liberté sur la base des dispositions vagues sur la « sécurité nationale » du Code pénal qui sont clairement incompatibles avec les traités sur les droits de l'Homme que le Vietnam a ratifiés. Parmi elles, figurent les articles 79, 88 et 258 du Code pénal. Ces articles sont contraires aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) auquel le Vietnam est partie, dont l'article 9(1) qui interdit la privation arbitraire de liberté, l'article 18 qui prévoit le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et l'article 19 qui prévoit le droit à la liberté d'expression. Si pour le PIDCP, ces droits peuvent être restreints, les restrictions sont très strictement définies. Les dispositions fourre-tout et vagues sur la « sécurité nationale » du Code pénal du Vietnam et la manière arbitraire avec laquelle elles sont appliquées ne sont clairement pas conformes aux restrictions prévues par le PIDCP.

En dépit des recommandations de la communauté internationale, y compris lors de l'Examen Périodique Universel du Vietnam en 2014, le gouvernement vietnamien a non seulement refusé de réviser ces dispositions sur la « sécurité nationale », mais a en plus recouru au même type de langage dans la nouvelle Loi sur les Croyances et la Religion, qui doit entrer en vigueur en janvier 2018.

Les avocats, les militants et les dignitaires religieux ou communautaires jouent un rôle vital dans la protection et la promotion des droits de l'Homme, dont le droit à la liberté de religion ou de croyance. Les violations des droits de l'Homme par l'État limitent l'exercice pacifique des droits civils et politiques, restreignent le champ d'action des groupes de la société civile et laissent les religieux et les autres groupes minoritaires dans une position de vulnérabilité face à ces violations.

Nous appelons le gouvernement du Vietnam à libérer immédiatement et inconditionnellement Thích Quảng Độ, Nguyễn Văn Đài et Đỗ Thị Hồng, ainsi que tous les autres prisonniers de conscience. Nous pressons par ailleurs les autorités vietnamiennes d'abroger les articles du Code pénal qui ont servi à priver arbitrairement de liberté des dignitaires religieux et des défenseurs des droits de l'Homme, et de réviser la Loi sur les Croyances et la Religion et les autres législations pertinentes afin des mettre en conformité avec le droit international en matière de droits de l'Homme.

Nous attendons avec impatience votre réponse sur ces questions importantes. Nous vous prions de bien vouloir l'envoyer à Penelope Faulkner au Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme, qui peut être jointe par courrier électronique [pfaulkner.vchr@gmail.com](mailto:pfaulkner.vchr@gmail.com) ou par télécopie (+33 1 45 98 32 61).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

Amnesty International  
ASEAN Parliamentarians for Human Rights  
Christian Solidarity Worldwide  
Front Line Defenders

Human Rights Watch  
FIDH  
Quê Me: Vietnam Committee on Human Rights  
VETO! Human Rights Defenders' Network - Germany

*Autres signataires :*

Asma Jahangir, former UN Special Rapporteur on Religious Intolerance  
Giulio Terzi, former Minister of Foreign Affairs, Italy  
Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH)  
ALTSEAN, Burma  
Amnesty International USA, Group 524, Pittsburg, Pennsylvania  
Amnesty International USA, Group 56, Lexington, Massachusetts  
Armanshahr/OPEN ASIA, Afghanistan  
Boat People SOS  
Buddhist Youth Movement of Vietnam (GDPTVN), Vietnam  
Cambodian Human Rights and Development Association (ADHOC)  
Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO)  
Center for Prisoners' Rights, Japan  
Centre to Combat Corruption and Cronyism (C4CENTER), Malaysia  
ChinaAid  
Commonwealth Human Rights Initiative, India  
Freedom House, USA  
Gerard Noodt Foundation for Freedom of Religion or Belief  
Global Committee for the Rule of Law – “Marco Pannella”  
Human Rights Commission of Pakistan  
Human Rights in China (HRIC)  
Human Rights Without Frontiers International  
Hudson Institute, Center for Religious Freedom  
International Buddhist Information Bureau, Paris  
Internet Law Reform Dialogue (iLaw), Thailand  
Jubilee Campaign, USA  
League for the Defence of Human Rights in Iran (LDDHI)  
Mouvement Lao pour les Droits de l'Homme  
Odhikar, Bangladesh  
Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA)  
Rafto Foundation for Human Rights, Norway  
Stefanus Alliance International  
Taiwan Association for Human Rights  
Unified Buddhist Church of Vietnam, Viện Hóa Đạo, Vietnam  
Unified Buddhist Church of Vietnam Overseas in the USA  
World Movement for Democracy